



LA COP30 EN BREF

LES NÉGOS À DISTANCE

ÉDITION 2 | 13-14-15 NOVEMBRE

Au terme de la première semaine de la COP30, le **segment technique** s'est conclu ce samedi avec de nombreuses tensions toujours présentes. Malgré une volonté affichée de faire de cette COP un moment de mise en œuvre et de justice climatique, les **clivages entre pays ont persisté**, et les compromis se font attendre.

Le bâton est maintenant entre les mains des ministres qui devront s'entendre pour trouver des voies de passage sur différents enjeux clés pour arriver à des textes finaux d'ici la fin de la semaine. Sur le terrain, la **société civile se mobilise activement** pour maintenir la pression.

ACTUALITÉS ET GRANDES ANNONCES

PEUPLES AUTOCHTONES

Alors que la présidence brésilienne avait promis une participation autochtone record à la COP30, seulement 900 personnes autochtones auraient obtenu une accréditation sur les 3 000 présentées à Belém. Ce décalage a nourri la frustration, notamment face au manque d'accès aux espaces décisionnels.

En réponse, les peuples autochtones ont intensifié leur mobilisation à la COP30. Ils ont bloqué pacifiquement l'entrée du site vendredi matin et mené la grande marche de la société civile samedi matin. Ils dénoncent le manque de reconnaissance réelle de leurs droits ainsi que la marginalisation persistante de leurs voix.



Crédit photo : Sami Dellah, @samidellah

SOCIÉTÉ CIVILE MOBILISÉE, LOBBYISTES FOSSILES NOMBREUX

La société civile a pris la rue, samedi à Belém, avec des milliers de manifestant-e-s appelant à plus d'ambition et de justice climatique. Une scène devenue rare : les trois dernières COP se sont tenues dans des pays où manifester librement n'était pas permis. Cette mobilisation contrastait avec une autre réalité : en cette COP30, 1 participant sur 25 représente l'industrie fossile, ce qui équivaut à la deuxième plus grande délégation après le Brésil.

FIN DU SEGMENT TECHNIQUE, PLACE AU SEGMENT POLITIQUE

Lors de la plénière de bilan des organes subsidiaires (SBs) samedi soir, le président a précisé la méthode de travail pour la deuxième semaine. Les négociations se poursuivront selon trois volets complémentaires :

- 1) Consultations ministérielles ;
- 2) Travail technique à finaliser d'ici mardi ; et
- 3) Consultations de la présidence, notamment sur les CDN, les ajustements carbone aux frontières et le financement (article 9.1 de l'Accord de Paris).

Un « Mutirão » ministériel réunira les chefs de délégation en début de semaine pour accélérer les compromis.

QUELQUES INITIATIVES LANCÉES

- Proposition par plusieurs pays d'une feuille de route pour la sortie des énergies fossiles (TAFPP Roadmap)
- Déclaration de la Colombie pour rassembler les plus ambitieux sur cette même question
- Le Plan d'action de Belém pour la santé, pour renforcer la résilience climatique des systèmes de santé



Crédit photo : Laurie Chartrand, @lauriechartrand



QUE FAIT LE GOUVERNEMENT DU CANADA?

Le Canada a annoncé un investissement de 392 millions de dollars canadiens en financement climatique, destiné à soutenir l'agriculture durable, l'adaptation et la gestion des terres dans les pays en développement.

Sur le terrain, la ministre canadienne Julie Dabrusin a participé à plusieurs rencontres de haut niveau et bilatérales. Jeudi, elle a tenu une vaste rencontre des délégué-e-s du Canada, puis a rencontré six délégué-e-s jeunesse du Québec. Vendredi, elle a pris part à un échange avec la société civile au Pavillon du Canada.

Toutefois, la composition de la délégation canadienne a suscité des critiques, en raison de la forte présence de représentant-e-s de l'industrie fossile au sein de la délégation.

Les ministres Dabrusin et Guilbeault ont tous les deux quitté Belém.



QUE FAIT LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC?

Le Québec a poursuivi ses échanges avec divers partenaires ainsi qu'avec des membres de la société civile, tout en prenant part à plusieurs événements et panels en marge des négociations. Vendredi matin, une rencontre entre des représentant-e-s du gouvernement et la société civile, axée sur la communication climatique, a permis à cette dernière de faire entendre ses questions et revendications. Plus tard dans la journée, le sous-ministre adjoint au MELCCFP, Jocelyn Savoie, a quitté la COP, tandis que l'émissaire aux changements climatiques et aux enjeux nordiques et arctiques, Jean Lemire, demeure sur place jusqu'à la fin de la conférence.

Des membres de la société civile présents à Belém ont reçu une invitation à apparaître en commission parlementaire moins de deux semaines plus tard en vue de la consultation sur la prochaine cible climatique du Québec. Pour rappel, mardi dernier, le Comité consultatif sur les changements climatiques a sorti un nouvel avis à ce sujet.

AGENDAS DE NÉGOCIATION

AMBITION ET MISE EN ŒUVRE

Les discussions autour du suivi du Bilan mondial (GST) restent polarisées, alors que le *UAE Dialogue*, qui devait traduire ce bilan en mesures concrètes, peine à avancer. Les pays développés soutiennent une feuille de route globale, tandis que plusieurs pays en développement appellent à recentrer le dialogue sur le financement et les moyens de mise en œuvre. Le G77+Chine demande plus d'éléments concrets avant d'accepter d'élargir le mandat du GST. À ce stade, la présidence pourrait introduire un nouveau texte pour relancer le processus et tenter de faire émerger un consensus.

Le Programme de travail sur l'atténuation (MWP) demeure peu visible dans les discussions, mais les points de friction persistent. Ce programme devrait revenir à l'agenda via les consultations entourant la feuille de route Baku-Belém sur le rehaussement de la finance climatique.



Crédit photo : Eneas Xavier

TRANSITION JUSTE

La séance du 13 novembre a été largement dominée par le débat sur les mesures unilatérales et leurs effets transfrontaliers, détournant l'attention de l'opérationnalisation du *Just Transition Work Programme* (JTWP). Les avancées sont restées limitées, plusieurs points demeurant en suspens. Plusieurs pays en développement ont souligné que des mécanismes comme les ajustements carbone aux frontières freinent encore une transition véritablement juste.

Le 14 novembre, les négociations ont progressé avec l'intégration inédite des minéraux de transition dans le texte du JTWP. Les pays du Sud ont insisté sur la nécessité d'une industrialisation locale et d'une création de valeur dans les pays producteurs. Le nouveau texte renforce également les garanties en matière de droits humains, établissant une base plus solide pour une décision de Belém alignée sur la justice sociale et une gouvernance équitable des minéraux.

ADAPTATION

Les négociations sur le *Global Goal on Adaptation* (GGA) restent bloquées sur les indicateurs, les thèmes transversaux et le calendrier : l'Union européenne veut que tous ces éléments soient adoptés durant cette COP, tandis que le Groupe africain demande deux années supplémentaires pour un meilleur alignement.

Le financement divise également ; les petits États insulaires (AOSIS), le Groupe africain et les *Like-Minded Developing Countries* (LMDC) appellent à tripler les ressources d'ici 2030, tandis que le Groupe arabe a refusé la liste d'indicateurs, tout en proposant de fixer l'objectif de financement pour l'adaptation à 50 % du nouvel objectif financier mondial (NCQG), ce qui impliquerait un minimum de 150 milliards USD par an. Les négociations sur les Plans nationaux d'adaptation (PNA) ont avancé sur des points techniques, malgré des désaccords sur les moyens de mise en œuvre et l'accès au financement.

FINANCE CLIMATIQUE

Samedi, la présentation du rapport Bakou–Belém a mis en lumière le rôle central du financement climatique pour concrétiser la feuille de route vers 2035, les présidences des COP29 et COP30 soulignant l'urgence de transformer les engagements politiques en capacité fiscale réelle pour appuyer les CDN et les PNA.

Les Parties ont mis de l'avant l'importance d'un financement prévisible, d'une coopération internationale renforcée et de réformes de l'architecture financière pour garantir un accès réel aux ressources. **Plusieurs ont proposé la création d'un groupe d'experts** pour intégrer les recommandations du rapport dans la mise en œuvre.

La discussion a aussi mis en lumière la nécessité de renforcer la transparence et la redevabilité, afin d'assurer que les financements atteignent effectivement les pays et communautés les plus vulnérables.

Enfin, la réussite de la feuille de route dépendra de moyens de mise en œuvre clairs, de réformes structurelles et d'un suivi politique soutenu, notamment à travers des bilans annuels.

! QUOI SURVEILLER?

Les consultations menées par les président-e-s du SBSTA et du SBI ont confirmé l'absence de consensus sur la manière d'avancer sur l'Article 9.1 portant sur la finance climatique.

Ils ont indiqué que les Parties avaient présenté différentes options : créer un point à l'ordre du jour dédié au 9.1 ; établir un programme de travail ; regrouper les Articles 9.1 à 9.3 en un seul point ; ou remplacer les points actuels relatifs au financement par une nouvelle structure.

Faute d'accord unanime sur l'une de ces voies, la question a été renvoyée à la présidence de la COP30 qui devra poursuivre les consultations menées par la présidence de la COP30.



Crédit photo : Laurie Chartrand, @lauriechartrand

GENRE

Plusieurs lignes rouges ont émergé dans les négociations sur le genre. Certains États comme l'Argentine, le Paraguay, l'Iran et le Saint-Siège tentent de restreindre la définition du genre à une vision binaire, ce que refuse l'Union européenne.

La Russie s'oppose à l'inclusion de questions émergentes comme la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR), les violences basées sur le genre (VBG), les personnes qui défendent des droits humains et de l'environnement (DDHE), tandis que le Mexique, le Chili et le Panama considèrent leur retrait comme inacceptable.

Des tensions persistent aussi sur le financement du Plan d'action pour l'égalité de genre, l'Australie voulant retirer la mention de fonds publics, une position rejetée par les pays les moins avancés (LDCs) et le Canada.

PERTES ET DOMMAGES

Les négociations sur les pertes et dommages ont surtout progressé sur la question de la restructuration du Comité exécutif du Mécanisme de Varsovie, avec un accord sur la nécessité de renforcer son mandat, sa composition et ses rapports. Les Parties ont été invitées à soumettre des propositions écrites. Des avancées techniques ont également été faites sur le système d'information, y compris pour les pertes non économiques, tandis que les dispositions institutionnelles ont suivi la même dynamique avec un nouveau texte de la présidence et des ajustements demandés par les délégations.

SORTIE DES ÉNERGIES FOSSILES

! QUOI SURVEILLER?

Des discussions ont émergé sur la création d'une trame de négociation officielle sur la transition hors des énergies fossiles faisant suite à la décision de la COP28.

Une coalition de pays, dont l'Allemagne, le Royaume-Uni, le Danemark et le Kenya, pousse pour l'adoption d'une feuille de route claire pour sortir des énergies fossiles (*TAFF Roadmap*). La proposition reste volontaire et fera l'objet de discussions politiques et techniques dans les prochains jours.

En marge des négociations, la *Powering Past Coal Alliance* propose un appui pratique aux pays qui veulent sortir du charbon, tandis que la *Beyond Oil and Gas Alliance* (BOGA) travaille sur un mécanisme pour encadrer le déclin progressif de la production pétrolière et gazière.

À PROPOS DES NÉGOS EN BREF

Issu d'un partenariat entre les [Dialogues pour le climat](#), la [Chaire de recherche en diplomatie scientifique climatique](#) et le [Climatoscope 360](#), le bulletin « Les Négos en bref » contribue à rendre accessibles les négociations climatiques internationales auprès de la société civile québécoise.

Publié quatre fois durant la COP30, il est préparé par Elisabeth Fournier et Enéas Xavier, avec la contribution de la délégation étudiante de l'Université de Sherbrooke à la COP30 : Maury Beaudry, Xavier Bénard, Mathieu Bouchard-Racine, Adèle Catteau, Louis Lemay, France Pomminville et Sabrina Sabourin. L'intelligence artificielle est utilisée pour synthétiser l'information colligée. La révision est assurée par ⁴Andréanne Brazeau et Philippe Simard.